

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix neuf le 14 mai, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 7 mai 2019, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

**Etaient présents :**

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme MARECHAL, M. BAILLARGEAT, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. GEDON, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Mme BAYLE, M. BODIN, Mme QUERAL, M. CASTETS, Mme HOLGADO, Mme BERTHIOT, Conseillers Municipaux.

**Etait excusé et représenté par pouvoir:**

M. MONMARCHON à M. BALDES

**Etaient excusés:**

M. VERDIER, M. INOCENCIO, Mme LANDAIS, M. GABARD

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mr SABOURAUD est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 22

Conseillers votants : 23

Pour : 23

Contre : 0

Abstention : 0

**8 – REMPLACEMENT DE MENUISERIES : DECLARATION PREALABLE DE TRAVAUX - AUTORISATION DU MAIRE A SIGNER**

**Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité**

Dans le cadre de l'entretien de ses bâtiments communaux, la ville de Blaye va procéder au remplacement de menuiseries dans les conditions suivantes :

- 7, rue Urbain Albouy – parcelle cadastrée AR 63 (local médecine scolaire) :
  - 1 porte extérieure
  - 6 fenêtres
- Plaine des sports – vestiaire du rugby :
  - 2 portes extérieures.

En application du code de l'Urbanisme et notamment des articles L421-1 et suivants et R421-1 et suivants, ces travaux sont soumis à une déclaration préalable.

En conséquence, il est demandé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer les déclarations préalables et tout acte y afférent.

La commission n°6 (Equipement- Patrimoine-voirie-assainissement-cadre De Vie Et Qualité De Vie Et Le Handicap) s'est réunie le 6 mai 2019 et a émis un avis favorable.

**Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Certifié exécutoire pour avoir été reçu

à la Sous-Préfecture le 16/05/19

Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-

20190514-58888-DE-1-1

Pour le Maire empêché,  
Monsieur Francis RIMARK

